Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 128 (2002)
Heft: 24: La ville folle

Artikel: Nouvelle dérives, nouveaux enjeux: les villes en question
Autor: Hainard, François
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-80333

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

François Hainard

Nouvelles **dérives**, nouveaux **enjeux**: les villes en question[1]

Considérons ici, si vous le voulez bien, une «dérive» comme une déviation involontaire par rapport à une route ou une orientation prévue au départ, due à l'intervention d'éléments (souvent) exogènes. Considérons qu'un «enjeu» est un acquis, une mise que l'on risque dans une action qui peut faire (tout) perdre ou gagner.

La ville, à l'image de tout ce qui se rapporte aux hommes, mais elle tout particulièrement puisqu'elle est dans sa totalité le produit de l'action des hommes, est sujette à des dérives et l'objet d'enjeux aussi fascinants par leur envergure que désarmants par leur complexité.

Il ne s'agit pas de faire un inventaire à la Prévert de tous les problèmes affolants (plus que fous) spécifiques aux villes, surtout les grandes, mais il s'agit peut-être par-delà leur considération, de les relativiser ou du moins de signaler les inflexions qu'il y a lieu d'apporter à certaines dérives, et attirer l'attention sur la taille de ce qui est en jeu.

Tout d'abord, en premier lieu, rappelons que selon les démographes, d'ici 2030 la population va s'accroître d'environ deux milliards et demi d'habitants dont deux milliards se concentreront dans les villes de l'hémisphère Sud (fig. 1). Dès lors six habitants sur sept de notre planète, soit 80% de la population urbaine (ou encore 60 des 70 villes de plus de cinq millions d'habitants) vivra dans les pays du Sud [1][2].

Chacun connaît ces chiffres. Mais cette croissance affolante, on s'en doute, va poser des problèmes de tous types, à la fois susceptibles de dérives incontrôlables et à coup sûr d'enjeux capitaux.

Problèmes environnementaux en premier lieu, puisque la moitié de la production et de la consommation mondiales d'énergie se trouvera dans ces villes, alors qu'à l'heure actuelle nous en sommes à 20%. Cette croissance va de pair avec une concentration des risques sur les populations et une fragilisation des régions les plus pauvres.

Le doublement de la population urbaine et sa concentration dans des mégapoles aura pour conséquence le triplement des émissions dans l'air (alors que les urbains du Sud sont déjà quatre à cinq fois plus exposés que ceux du Nord), une augmentation des problèmes de bruit, de déchets et d'assainissement, de congestion, etc. [2] (fig. 2).

Un désert écologique?

«Asphalt jungle», «jungle urbaine», «désert écologique», les pronostics quant à la qualité environnementale des mégapoles sont pessimistes.

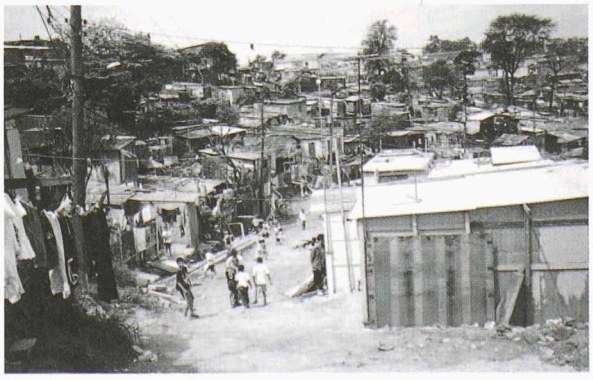
Pourtant, selon les écologues, et c'est un des premiers paradoxes, la grande ville ne serait pas forcément et toujours le désert que l'on croit. Certaines villes seraient même beau-

[1] Intervention orale présentée dans le cadre du forum Ecoparc-ASPAN-SO de novembre 2001

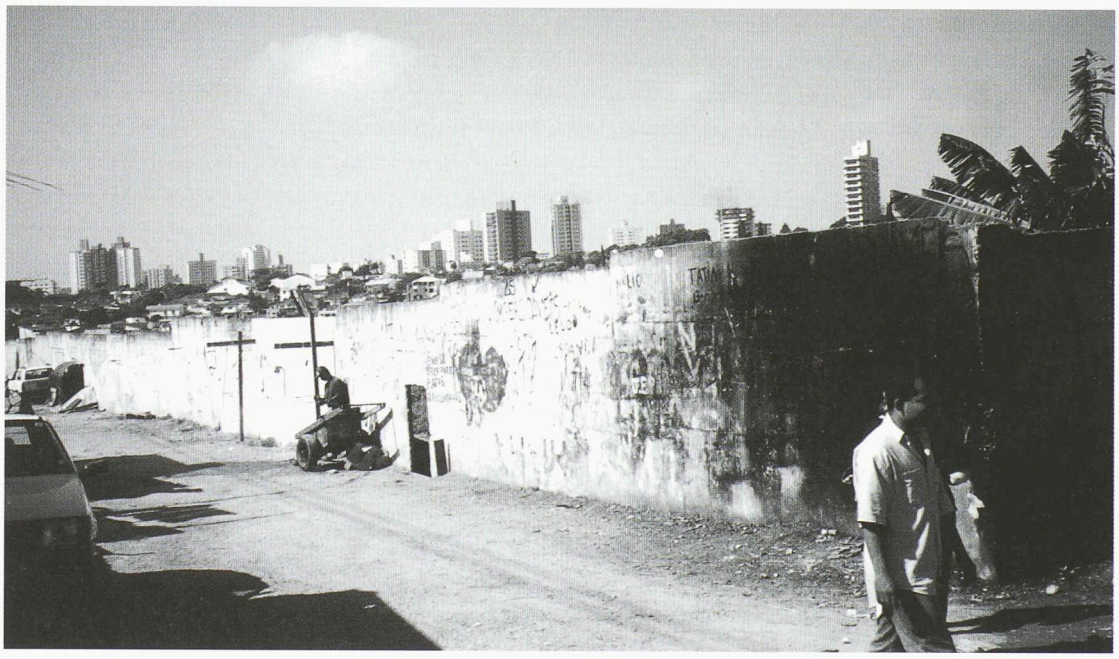
[2] Les chiffres entre crochets renvoient aux références en fin d'article.

1

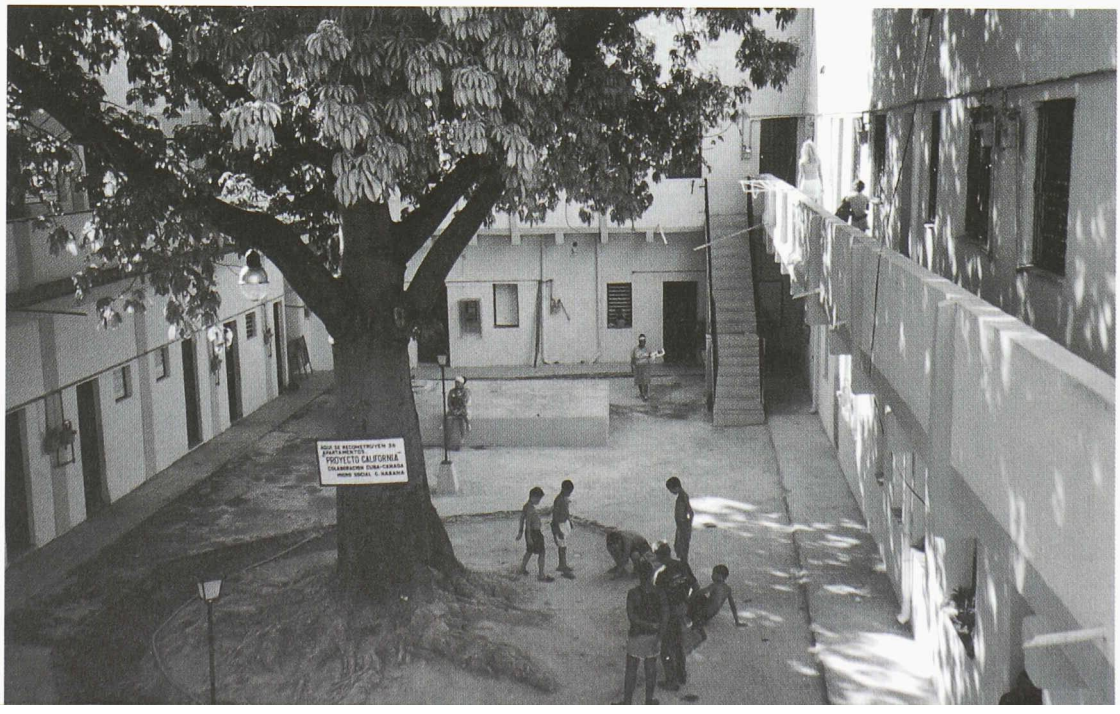
2



3



4



5

Fig. 1 : La ville de São Paulo (Source: Internet)

Fig. 2 : Autoconstruction dans une favela à São Paulo: les terrains malsains et inondables restent souvent les dernières alternatives pour se loger.

Fig. 3 : Ouagadougou, association «Langem Yam». Le compostage de ce qui est biodégradable est une source de revenu non négligeable.

Fig. 4 : Le mur reste le stigmate de la différence et du ghetto, ici il sépare une favela d'habitations de classe moyenne à São Paulo.

Fig. 5 : Habitat collectif réhabilité à la Havane: l'exemple d'un «solar», sorte de familistère fourièriste, avec des locaux communs au rez-de-chaussée et des appartements dans les étages qui donnent sur la cour intérieure.

coup plus «bio diversifiées» que certaines campagnes «monoculturées». Ainsi, trois cents espèces d'oiseaux vivent en liberté à New York, les faucons pèlerins nichent sur le pont de Broadway et, selon un inventaire récent, trois mille espèces de plantes ligneuses poussent dans un rayon de cinquante kilomètres autour de Manhattan; quant aux marécages en bout de pistes de l'aéroport de J.F. Kennedy, ils abritent un trésor de crabes, rainettes et tortues diverses, sans parler de la multitude d'insectes [3].

Mais plus encore que le capital écologique insoupçonné dont les villes disposent (ce qui ne saurait bien sûr occulter les graves problèmes de pollution), celles-ci apparaissent bel et bien comme une des seules alternatives d'une vie planétaire plausible: les villes, de par leur concentration et leur verticalité, seraient la seule solution pour utiliser le moins d'espace et d'énergie par habitant. Elles seraient, de fait, la seule vraie alternative pour sauver véritablement l'environnement mondial! Sans ville, l'espace disponible planétaire par habitant passerait de 2,1 ha aujourd'hui à 1,4 ha en 2050 [4]. Compression aussi impensable qu'invivable! La ville devient donc l'objet de nouveaux enjeux: recréer de nouvelles réserves de biosphères, mais surtout décompresser ou désengorger l'espace menacé par un développement horizontal, dévoreur d'espaces et de paysages.

Des masses urbaines précarisées

Une inquiétante dérive est liée à l'accélération du processus d'urbanisation, en particulier celle qui caractérise les villes d'Afrique et d'Asie. Ce processus est fortement marqué par une migration (souvent en exode rural) de populations pauvres et marginalisées qui se concentrent dans les villes. Compte tenu de l'absence d'intervention des pouvoirs publics (involontairement ou non), ces populations sont contraintes de s'organiser en élaborant des modes de vie et des stratégies centrés sur l'adaptation (et non la transformation) de leur condition. Elles se réfugient dans le communautaire et la solidarité de proximité, certes indispensables à la survie, mais certainement insuffisants pour passer l'épaule de la misère au quotidien (fig. 3).

Or l'Etat, et plus précisément les pouvoirs publics, constituent les structures incontournables pour construire durablement des stratégies à long terme. Les politiques de lutte contre la pauvreté urbaine doivent donc être construites avec eux. Il y a pourtant une tendance ou une mode aujourd'hui qui fait problème, en particulier dans certaines actions de développement, celle de travailler plutôt avec les organisations de base en écartant les organes politiques des dispositifs prévus.

Il faut certes privilégier les associations de quartier pour favoriser un processus ascendant dans la mise en place des politiques publiques les plus diverses (sociales, culturelles, environnementales), mais il ne faudrait en aucun cas écarter l'Etat. Ce serait d'une part le dévaloriser (et par là peut-être le retrouver comme adversaire ou réfractaire aux initiatives de la base), mais encore le fragiliser davantage qu'il ne l'est dans son autorité et son pouvoir symbolique. Cela ne suffira en aucun cas à résoudre les problèmes de pauvreté urbaine. L'enjeu ici consiste pourtant à marier les politiques de lutte contre la pauvreté en sachant associer subtilement le capital social, la souplesse et le dynamisme des organisations de quartier à la légitimité politique des pouvoirs publics [5].

Initiative, participation, démocratie et gestion sociales doivent s'articuler sur ce double jeu d'acteurs; c'est là indiscutablement la meilleure stratégie pour améliorer la qualité de vie. Encourager les relations entre l'Etat et la société civile, éviter les précarités institutionnelles, favoriser les instances de participation et de communication, telles seront les indispensables conditions à la mise sur pied d'un contexte favorable à des actions et des politiques de lutte contre la pauvreté [6].

Vers des apartheids urbains?

Dans ses caractéristiques d'hyper-mobilité, de circulation paroxystique, de compétitivité exacerbée, d'incertitude et de flexibilité de court terme, la ville produit non seulement des insécurités, des externalités mais aussi des inégalités dramatiques et des exclusions dangereuses.

Concentration de la diversité, elle met en exergue et fabrique efficacement les différences, différences parfois abyssales. Economiquement d'abord, avec la masse d'emplois à bas salaire, versus les gros revenus, les uns étant étroitement liés aux autres (de même que les conditions de travail). Socialement ensuite, par résultante bien sûr des transformations structurelles de l'économie, avec des concentrations de populations indigentes spatialement marquées, si bien qu'il existe une géographie urbaine des inégalités.

Cette retranscription spatiale des clivages sociaux n'est pas nouvelle dans le phénomène urbain (fig. 4 et 5), elle l'est par contre par son ampleur et dans ses processus. Tout d'abord, les élites deviennent comme le dit Petrella «des communautés d'intérêt virtuelles non délimitées par des territoires, mais ouvertes à toute forme de flux mondiaux» [7].

La référence et l'identité à l'Etat-nation disparaissent, la solidarité de classe s'internationalise (mais cette fois à un niveau élitaire), on assiste à une bipolarisation sociale mondialisée. On assiste à «l'internationalisation des élites "ordinaires" bien au-delà du cercle restreint des stars médiatiques

Fig. 6 : Association des femmes «Langem Yam» du secteur 10 de Ouagadougou. Ce sont elles qui prennent en main la gestion de leur environnement et notamment la collecte des déchets.

Fig. 7 : Au coeur de La Havane: des rénovations urgentes à conduire

et des décideurs en vue» [8]. Mais si cette coupure sociale s'articule internationalement dans des logiques économiques certes, mais aussi culturelles, elle continue de s'exprimer spatialement avec une privatisation croissante de l'espace et des services pour les nantis, et avec la constitution d'habitats socialement homogènes, le tout conduisant à de véritables «apartheids résidentiels» [9]. Ghettos pour pauvres, pour exclus et autres «underclasses», mais aussi ghettos pour riches, où jouent aussi la race et la religion, mais encore ghettos pour vieux qui s'enferment dans des prisons dorées érigées en forteresse, ou qui sont parqués dans des périphéries aussi misérables qu'insécurisées.

Sur ces dérives élitaires ou miséreuses se construisent aussi les cloisonnements mentaux, les catégorisations à l'emporte-pièce, les stigmatisations, les étiquetages. Et de ces représentations collectives vont découler inéluctablement des attitudes et des comportements aussi tranchés que les idées et les classements de sens commun. C'est le lieu des antagonismes, des luttes et de la violence, parfois jusqu'à la haine.

Certains sociologues considèrent que les espaces urbains ont donné naissance à une fabrique délinquante: infrastructures déficientes ou insuffisantes, sociabilité éclatée, structure familiale malmenée, échecs scolaires douloureux, emplois déconsidérés ou absents donc chômage et pauvreté, l'objectif principal des habitants, objectif qui parfois tourne à l'obsession, devient la fuite de ces quartiers «relégués» ou d'exclusion dès que l'occasion se présente, contribuant ainsi à les déclasser encore davantage. En attendant, on subit ou on participe à la violence, manière aussi de répondre à celle qui est vécue: violence sournoise parce que symbolique, violence de frustration par l'incapacité d'une insertion économique et d'une participation à la société de consommation, violence de revendication ou encore ludique allant jusqu'à l'émeute anti-institutionnelle [10]. La typologie n'est bien sûr pas exhaustive, à l'image des causalités.

Du poids des mots

Dans ce contexte déliquescent, les mots ont leur poids. Le mot «banlieue» [11] devient non seulement récurrent dans la manière de désigner tout à la fois, mais aussi emblématiquement, cette dérive sémantique et urbaine. Il est aussi foncièrement trompeur, puisqu'il amalgame tout ce qui signifie et résume l'extension urbaine et, de fait, fonde «les nouvelles catégories spatiales qui ordonnent des modèles urbains émergents (centre, périphérie, agglomération, mégapole, périurbain, couronne, etc.); c'est souvent un langage aseptisé, un langage de nulle part dont on pourra se demander cependant s'il ne recouvre pas une deuxième intelligibilité cachée qui se révèlerait dominante. Le langage peut aussi exprimer le conflit que provoque la fracture centre/périphérie, ainsi que d'autres fractures. Les catégories qu'il pose ou dont il anticipe l'existence divisent parfois même à l'extrême.» [12]. Les mots sont chargés, chacun le sait, ils véhiculent des espoirs, des peurs, des résignations. Ils sont aussi stigmates et étiquettes et renforcent ainsi les préjugés, déforment les réalités, hiérarchisent et donc pénalisent parce qu'ils ne rendent pas compte de la complexité de la dynamique urbaine.

La ville: un espace masculin

Enfin, le dernier point n'est pas le moins important, et il m'interpelle tout particulièrement puisque j'y travaille depuis cinq ans. Il rend compte du fait que les hommes et les femmes perçoivent, vivent et utilisent leur ville différemment, compte tenu de leurs rôles et responsabilités respectives dans une division du travail façonnée selon le genre. Or la recherche sur les questions urbaines, en dehors des travaux récents sur l'emploi et le marché du travail, est restée myope aux distinctions des besoins hommes/femmes, ainsi qu'à leurs différentes visions, propositions et contributions au fonctionnement des villes. Les relations de genre exprimant des relations de pouvoir, dans la sphère domestique et publique, les inégalités de genre se traduisent au niveau de la ville par des inégalités d'accès au pouvoir et aux décisions [5].

Nous savons que les femmes répondent aux problèmes urbains différemment des hommes; plus inventives dans la gestion des communautés, elles travaillent constamment au maintien de la cohésion sociale; le logement et la qualité de vie dans les quartiers restent une obsession; elles savent s'organiser pour améliorer l'environnement et la sécurité (fig. 6), initier et développer des services (santé, garde d'enfants, eau, recyclage des déchets, construction, transport). Pourtant, il convient encore de «clarifier et concrétiser la manière de penser l'effet du genre dans les rapports sociaux et institutionnels, parce que cette réflexion n'est souvent pas faite de manière systématique et concrète» [13].

La planification urbaine est caractérisée par la séparation fonctionnelle des activités liées au travail, au logement et aux loisirs. Cet éclatement correspond peu aux besoins et intérêts des femmes, pour lesquelles ces trois domaines sont étroitement imbriqués. Avec le développement des villes, par exemple, s'accroissent les distances entre les différentes parties de la ville, donc les distances nécessaires à parcourir entre elles, d'où les difficultés pour les femmes à répondre aux attentes de la société compte tenu des rôles qui leur sont assignés dans ces domaines.

6

7

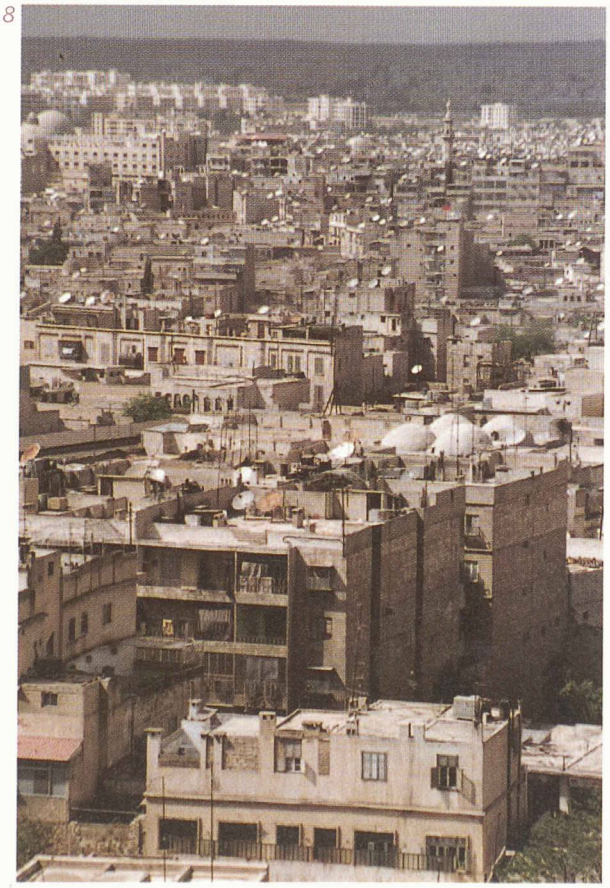
Fig. 8 : Vue de la ville d'Alep en Syrie, qui revendique le titre de plus ancienne ville habitée au monde. (Photo Emmanuel Rey)

(Photos F. Hainard, sauf mention)

Les professions liées à l'urbain sont majoritairement exercées par les hommes qui y injectent leurs visions et leurs valeurs. Or, nous pensons que si la planification et la gestion urbaine et de l'environnement dans les villes n'incluent pas une perspective de genre, elles sont condamnées à l'échec. Nous entendons par échec le développement de villes avec des rapports sociaux de plus en plus tendus et inégalitaires, ne pouvant répondre aux besoins et attentes (dans le domaine social, économique, culturel et politique) des hommes et des femmes, et ne permettant pas à ses habitants actuels et futurs de s'épanouir dans un environnement sain, durable (vraiment) et équitable.

Souligner ces disparités entre les sexes n'est pas seulement une question de justice sociale, c'est aussi bassement (mais il faut le dire et le redire) une question d'efficacité. Les associer aux prises de décision, c'est considérablement améliorer la qualité des services et donc la qualité de vie dans son ensemble. Inclure les femmes dans une véritable gouvernance urbaine, les faire participer aux processus de décision, donc renforcer leur pouvoir, est une nécessité à tous les niveaux: dans le quartier avec les organisations de base, pour la question urbaine dans sa généralité avec le soutien de mouvement sociaux participatifs préoccupés par toutes les dérives et les enjeux de la ville.

8



Cette brève présentation révèle combien les villes sont à la fois fragiles par la concentration des hommes et des problèmes (ne deviennent-elles pas aujourd'hui des cibles et en quelque sorte des otages?), déconcertantes par leurs forces symboliques et leur puissance économique, fascinantes par leurs capacités de changement, leurs bouillonnements d'idées et de pratiques alternatives (fig. 7 et 8). Elles constituent donc véritablement des enjeux stratégiques tout particulièrement en termes politiques et sociaux, non seulement régionaux, mais certainement planétaires.

Il convient donc de s'en préoccuper encore davantage et vite, elles nous paraîtront dès lors peut-être moins folles.

François Hainard, Professeur, Institut de sociologie
Université de Neuchâtel, Pierre-à-Mazel 7, CH - 2000 Neuchâtel

Remerciements
Les articles de ce dossier, la présente contribution et les deux suivantes, sont issus du Forum «La ville folle?» organisé conjointement par l'association ECOPARC et l'ASPAN-SO, le 8 novembre 2001. Nous remercions les auteurs de la mise à disposition de leurs textes et Alain Guye, d'Ecoparc, pour son appui.

Références

[1] Jacques Theys: «L'environnement au XXIe siècle», *Futurible*, 1999, pp. 66-71
[2] Jacques Theys: «L'environnement au XXIe siècle», *Futurible*, 1999, p. 64
[3] «La jungle urbaine», *in* revue *Sources* de l'UNESCO, 2001, N° 136, pp. 10-15
[4] «La jungle urbaine», *in* revue *Sources* de l'UNESCO, 2001, N° 136, p. 10
[5] F. Hainard, C. Verschuur: «Femmes dans les crises urbaines», éd. Karthala, Paris, 2001, et F. Hainard, C. Verschuur: «Filling the Urban Policy Breach: Women's Empowerment, Grass-roots Organizations, and Urban Governance», *in International Political Science Review*, 2001, vol 22, N° 1, pp. 33-54
[6] D. Merklen: «Politiques de lutte contre la pauvreté urbaine», série *Politiques sociales* N° 8, MOST-UNESCO, Paris, 2001
[7] R. Petrella: «Le bien commun: éloge de la solidarité», Labor, Bruxelles, 1996, cité par S. Tolotti, «Ces élites qui nous gouvernent» *in Croissance* N° 405, 1997, extrait de *Problèmes politiques et sociaux* N° 841, p. 43
[8] S. Tolotti: «Ces élites qui nous gouvernent» *in Croissance* n° 405, 1997, extrait de *Problèmes politiques et sociaux* N° 841, p. 31
[9] R. Lopez, *in Problèmes politiques et sociaux*, N° 841, 1996, p. 45
[10] M. Wieworka: «Violence en France», Seuil, Paris, 1999
[11] G. Adell et X. Capadano: «Dire les nouveaux territoires: du stigmate de la banlieue à l'ubiquité du paysage» *in* H. Rivière d'Arc (sous la dir.): «Nommer les nouveaux territoires urbains», Ed. de la Maison des Sciences de l'homme et UNESCO, Paris, 2001, pp 63-86
[12] H. Rivière d'Arc (sous la dir.): «Nommer les nouveaux territoires urbains», Ed. de la Maison des Sciences de l'homme et UNESCO, Paris, 2001, p. 1
[13] J. Scott: «Genre, une catégorie utile d'analyse historique», *in* J. Bisilliat et C. Verschuur: «Le genre, un outil nécessaire», *Cahiers genre et développement*, N° 1, L'Harmattan, Paris, Genève, 2000